

RAPPORT D'ACTIVITÉS
BILAN SOCIAL
2014



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
ET L'INVESTISSEMENT



SOMMAIRE

- 04 **La SIDI** en bref
- 05 **Panorama** des partenariats
- 06 **Carte** des partenariats
- 08 **Bilan** par domaine d'intervention
- 12 **Bilan** Social
- 20 **Fefisol**
- 22 **Etats** financiers
- 23 **Instances**

GLOSSAIRE

CCFD-Terre Solidaire : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire

Effet de levier : Le fait qu'à chaque contribution financière de la SIDI s'ajoute une ou plusieurs contributions financières d'autres acteurs privés ou publics.

ESD : Epargne Solidarité Développement, association des actionnaires individuels de la SIDI

IR : Institution de refinancement, dont le rôle est de soutenir des IMF ou des organisations paysannes

Faitière : organisme central d'un réseau de caisses.

Finance communautaire : Basée sur la constitution de groupes solidaires d'épargne-crédit, la finance communautaire donne accès à des services financiers aux populations vulnérables, dans des zones où la microfinance ne peut se développer en raison de coûts de transactions ou de risques trop élevés.

IMF : Institution de microfinance

MUSO : Mutuelle de solidarité

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation de Producteurs

PME : Petites et Moyennes Entreprises

RDC : République Démocratique du Congo

RH : Ressources Humaines

Tier 1 (IMF) : IMF de taille importante, mature, financièrement autosuffisante et présentant un degré important de transparence

Tier 2 (IMF) : IMF de taille petite ou moyenne, un peu moins mature, qui est (ou presque) rentable

Tier 3 (IMF) : IMF en création ou petite association qui n'a pas atteint la maturité ni l'autonomie financière

Tier 4 (IMF) : IMF en création ou petite association qui n'a pas atteint la maturité ni l'autonomie financière et de portefeuille inférieur à un million de dollar



MESSAGE DU DIRECTEUR

Chers amis, chers actionnaires solidaires,

Grâce à la mobilisation de milliers de citoyens solidaires, à la générosité des épargnants du FCP «Faim & Développement», à la solidarité des actionnaires institutionnels et individuels, grâce au travail d'équipe, à la détermination et à l'efficacité de nos partenaires sur le terrain, **les objectifs que nous nous étions fixés pour cette première partie de notre plan stratégique 2013-2016 ont été atteints.**

La SIDI met en œuvre son 10^{ème} plan stratégique depuis sa création en 1983 ! Son premier plan d'investissement solidaire fut lancé avec un capital de moins de 100 000 euros, 30 ans après, ce sont près de 18 millions d'euros, investis durablement auprès de 80 partenaires, qui permettent à plus de trois millions et demi de personnes d'accéder à des services financiers adaptés au développement de leurs activités économiques et d'améliorer les conditions de vie de leur famille.

A mi-parcours du plan stratégique 2013-2016, des avancées significatives ont été constatées dans les quatre domaines prioritaires de la SIDI, qui ont fait preuve de leur pertinence, cohérence et complémentarité dans le champ du financement solidaire : l'accès à des services financiers durables et adaptés en milieu rural, le renforcement de la chaîne de valeur agricole, l'appui à la finance communautaire et l'accompagnement à l'amélioration de la performance sociale. De plus, d'importants effets de levier ont été générés, en 2014, tant par l'action de FEFISOL en Afrique que par la consolidation des multiples alliances financières forgées par la SIDI au fil du temps.

Il nous reste néanmoins d'autres progrès à faire pour aller plus loin. Il faudra, d'abord, mieux collecter et traiter l'information venant de nos partenaires afin de mieux accompagner leur croissance et leur efficacité sociale. Ensuite, il faudra prendre en considération l'univers concurrentiel auquel est aujourd'hui confronté le financement solidaire, tant au niveau de la collecte des ressources qu'à celui de l'identifica-

tion, du financement et de l'accompagnement des partenaires, afin de consolider la « Chaîne de Solidarité pour le Financement » vivante dans laquelle nous nous inscrivons. Il faudra enfin consolider l'équilibre entre la recherche d'amélioration constante des services financiers et non financiers rendus à nos partenaires et les ressources économiques dont nous disposons.

De nombreuses actions ont été réalisées : vous en prendrez connaissance tout au long de ce rapport d'activités et de ce bilan social, en découvrant des chiffres détaillés et des expériences innovantes et enrichissantes mises en œuvre dans différents continents. La SIDI réaffirme son caractère d'investisseur social par sa capacité d'innovation, sa prise de risques partagés, la qualité de ses prestations d'accompagnement et son engagement sur le long terme.

Le passage en capital variable de la SIDI, adopté lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de novembre 2013, a permis d'accroître suffisamment le capital afin d'atteindre nos objectifs, avec le soutien de nouveaux actionnaires institutionnels et de plus d'une centaine de nouveaux actionnaires individuels, grâce à la forte mobilisation de l'association ESD (Epargne Solidarité Développement).

La SIDI entend ainsi poursuivre la dynamique engagée aux côtés de ses nombreux partenaires, actionnaires et alliances, qui partagent sa vision d'une économie solidaire. Filiale du CCFD-Terre Solidaire, la SIDI en est l'un des acteurs stratégiques qui partagent ses valeurs et ses convictions : promouvoir une économie et une société solidaire et appuyer l'émergence de dynamiques et d'acteurs locaux capables de se prendre en charge pour changer leurs conditions de vie.

Continuons à pousser ensemble, encore plus loin, les limites de la solidarité financière et à construire, en alliances avec d'autres, des services financiers équitables.

Christian Schmitz,
Directeur Général

LA SIDI EN BREF



LA SIDI, SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'INVESTISSEMENT, EST UN INVESTISSEUR SOCIAL CRÉÉ EN 1983 PAR L'ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT CCFD-TERRE SOLIDAIRE, POUR CONTRIBUER À LA PROMOTION D'UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE DANS LES PAYS DU SUD ET DE L'EST.

Sa mission est de favoriser l'accès des populations aux ressources financières, en participant à la consolidation des acteurs locaux de développement économique que sont :

- les Institutions de Microfinance (IMF), qui offrent des services financiers adaptés à des populations exclues des circuits bancaires traditionnels,
- les organisations de producteurs et les entreprises communautaires rurales, qui visent à sécuriser et à augmenter le revenu des petits producteurs agricoles,
- les structures d'appui à la finance communautaire,
- les institutions de refinancement de ces acteurs.

La SIDI contribue au renforcement de ses partenaires, et donc à la durabilité des services fournis aux populations, par deux modes d'intervention complémentaires :

- un accompagnement technique sur des problématiques de gouvernance, stratégie, gestion, performance sociale, formation, diversification, mise en réseau...
- des ressources financières : participations au capital, prêts, garanties ou encore appui à la recherche de ressources complémentaires auprès d'institutions internationales.

La SIDI est un acteur de la finance solidaire (bénéficiant de l'agrément « entreprise solidaire » de la Préfecture): elle mobilise au Nord des acteurs, institutionnels et individuels, qui choisissent de lui fournir les moyens financiers de son action, sans en attendre essentiellement un retour financier, mais plutôt un retour humain, social et environnemental.

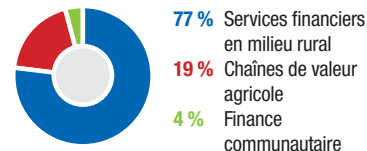
UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉ

Toute l'action de la SIDI repose sur l'équilibre de son modèle économique.

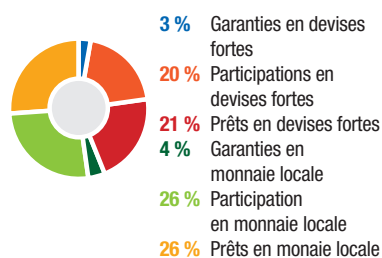
- Sa mission d'accompagnement technique est financée par les revenus partagés des épargnants du Fonds Commun de Placement « Faim & Développement », créé en 1983 par le CCFD-Terre Solidaire et le Crédit Coopératif.
- Sa mission de financement est permise par son capital de 18,5 millions d'euros (+15 % sur un an), apporté par 1758 actionnaires, qui partagent le risque pris par la SIDI pour le développement d'une finance plus inclusive.

C'est cette « Chaîne de Solidarité pour le Financement » qui permet à la SIDI de mener une action durable et patiente auprès de ses partenaires, sans craindre de prendre des risques et d'innover, afin de contribuer à leur pérennisation.

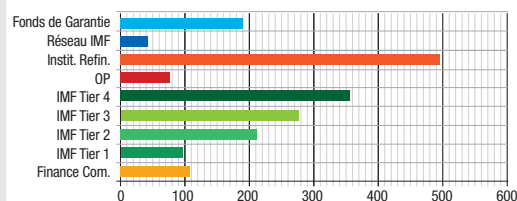
Répartition du portefeuille de la SIDI par domaine d'intervention, au 31/12/2014



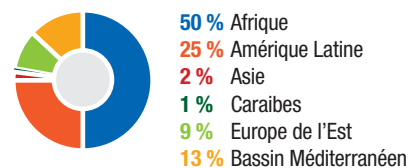
Répartition du portefeuille par nature d'investissement, au 31/12/2014



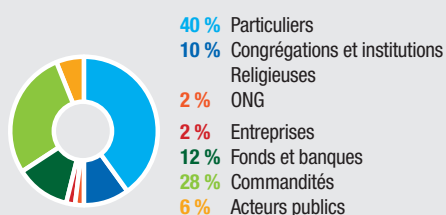
Moyenne d'investissement SIDI par type d'institution, au 31/12/2014, en milliers d'euros



Répartition du portefeuille par région, au 31/12/2014



Répartition du capital de la SIDI, 18,5 M€, au 31/12/2014



PANORAMA DES PARTENARIATS



La SIDI compte fin 2014, 102 partenaires, dont 32 organisations de producteurs et 61 IMF, dans 34 pays (cf. carte page suivante).

Le choix des partenaires est guidé par la recherche d'une adéquation entre leur mission, leurs objectifs, leurs pratiques, et celles de la SIDI. Il s'agit avant tout de contribuer au renforcement économique et social des bénéficiaires des services de ces institutions. Plus spécifiquement, les IMF doivent travailler avec des populations essentiellement rurales et financer des activités génératrices de revenus tout en

proposant des conditions et des tarifs adaptés au marché, au service rendu et au risque pris. Les organisations de producteurs, quant à elles, doivent développer une activité respectueuse de l'environnement, soutenir principalement des exploitations familiales et, en cas de cultures d'export, la production doit être complémentaire de celle des pays importateurs.

Pour la SIDI, la qualité d'un partenariat se mesure tant à l'aune des résultats financiers qu'à la performance sociale de l'institution.

VISION, MISSION, CIBLAGE DE L'INSTITUTION

MICROFINANCE	2014	2013
Part du portefeuille de nos clients finançant les populations rurales <i>(moyenne du % de ruraux parmi les clients des partenaires)</i>	61%	62%
Part du portefeuille de nos clients dédié aux femmes <i>(moyenne du % de femmes parmi les clients des partenaires)</i>	54%	55%
Part du portefeuille de nos clients finançant l'agriculture	30%	34%
Nombre de Mutuelles de Solidarités suivies	8000	6162
Nombre de Mutuelles de Solidarités refinancées	1971	1894
ORGANISATION DE PRODUCTEURS		
Part de nos partenaires certifiés BIO	51%	48%
Part de nos partenaires certifiés Commerce Equitable	49%	52%
Part de nos partenaires produisant des cultures vivrières	75%	70%

VIABILITE FINANCIERE DE L'INSTITUTION

PERFORMANCE ANNUELLE	2014	2013
Part des partenaires ayant réalisé un résultat positif dans l'année	45%	53%
Part des partenaires ayant augmenté leurs fonds propres dans l'année	62%	64%
MICROFINANCE		
Portefeuille à risque moyen à 30 j de nos partenaires	13%	10%
ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS		
Part des partenaires ayant augmenté leur Chiffre d'Affaires dans l'année	71%	50%

PRATIQUES DE L'INSTITUTION

MICROFINANCE		
Nombre de partenaires signataires de la charte pour la protection des clients <i>(Smart Campaign)</i>	11	10
Nombre de partenaires ayant une politique de gestion de la performance sociale	24	22
Part des partenaires dont le taux d'intérêt (TEG) moyen a baissé sur les 3 dernières années	30%	12%

PORTÉE DE L'INSTITUTION

MICROFINANCE		
Nombre de clients des partenaires IMF ou Fin. Comm.	3,47 millions	3,4 millions
ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS		
Nombre de membres ou bénéficiaires des partenaires OP	68 000	64 000

CARTE DES PARTENAIRES DE LA SIDI

AMÉRIQUE LATINE				
ACEROLA	Instit. de Refinancement	24	★★★★	
FOPEPRO	Instit. de Refinancement	911	★★★★	
FOROLACFR	Rés. IMF		*	

1 GUATEMALA				
RED FASCO	Instit. de Refinancement	405	★★★★	

2 NICARAGUA				
FENACOP	Rés. OP	137	*	

3 PANAMA				
SICSA	Instit. de Refinancement		★★★	

4 COLOMBIE				
AGROSOLIDARIA	Instit. de Refinancement	243	★★★	
CENCOIC	OP	(*)	★★★	
CONSOLIDAR	IMF / Tier 4	100	★★	

5 ÉQUATEUR				
BANCOSOLIDARIO	IMF / Tier 1	165	*	
CAAP	Instit. de Refinancement	208	★★★	
COPROBICH	OP	147	★★★★	
FONMSOEAM	OP	53	★★★★	
JAMBI KIWA	OP	20	★★★★	

6 PÉROU				
CAC LA FLORIDA	OP		*	
CAFEPERU	OP	521	★★	
CREDIFLORIDA	IMF / Tier 2	143	★★	
FORTALECER	Instit. de Refinancement	224	★★	
IDESI	Instit. de Refinancement	347	★★	

7 BOLIVIE				
ANED	Fin. Com / Tier 2	125	★★	
PRORURAL	IMF / Tier 2	329	★★	

8 CHILI				
INDES	IMF / Tier 2	85	★★★★	

9 URUGUAY				
SAINDESUR	IMF / Tier 4	109	★★★	

1 HAÏTI				
COOPCAB	OP	53	★★	
FECCANO	OP	80	★★	
FONHSUD	Fin. Com.		★★★	
FRICS	Instit. de Refinancement	9	★★	
INDEPCO	OP	83	*	
KOFIP	Fin. Com.		*	

1 BURKINA FASO				
ASIENA	Fin. Com. / Tier 3	152	★★★	
MOGTEDO	OP	23	*	
SINCO	OP		★★	
SINERGI BURKINA	Instit. de Refinancement		★★★	
U BTEC	Fin. Com. / Tier 3	152	★★	

2 SÉNÉGAL				
CGRH NIANING	OP	30	*	
CREC	IMF / Tier 3	119	*	
KAYER	OP	23	★★	
SEN'FINANCES	Instit. de Refinancement	300	★★★★	
UGPM	OP	6	*	

3 CÔTE D'IVOIRE				
ECOOKIM	OP		★★	

4 NIGER				
FCMN-NIYA	OP	21	★★★★	
KOKARI	IMF / Tier 2	223	★★★	
MASNAT	OP	83	★★★	
SINERGI	Instit. de Refinancement	126	★★★	
TAANADI	IMF / Tier 2	131	★★★	

5 MALI				
AOPP	Rés. OP		★★★★	
APSPD	Rés. IMF		★★	
BMS	IMF / Tier 1	552	★★★★	
NYESIGISO	IMF / Tier 2	152	★★	

6 GUINÉE				
CRG	IMF / Tier 2	172	★★	

7 CAMEROUN				
CHEDE	OP	30	*	

8 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO				
AIPR	Fin. Com.		*	
CCRD	Fin. Com. / Tier 4	18	★★★★	
COOCEC	IMF / Tier 3		★★★★	
GAMF	Rés. IMF		*	
GEADES	Fin. Com.		★★	
RPMS	Fin. Com.		★★★	
SYNERGIE IPDEF	Fin. Com.		★★★	

9 MADAGASCAR				
FANOHANA	OP	(*)	★★★★	
FIDEV	Organisation d'appui		★★	
NUTRIZAZA	OP	38	★★	
PHILEOL	OP	53	★★	
SIPEM	IMF / Tier 2	291	★★★★	
TITEM	Fin. Com. / Tier 3	178	★★★	
UCLS	OP	100	★★★★	

LÉGENDE

PAYS				
PARTENAIRE	Typologie	Portefeuille SIDI au 31/12/14	Volume d'accompagnement	
		en milliers d'euros	en temps passé	
		Participations, prêts, garanties	par l'équipe SIDI	

(*) financement au cours de l'année 2014

EUROPE			
SEFEA	Instit. de Refinancement	235	*

1 MOLDAVIE			
MICROINVEST	IMF / Tier 2	187	*

2 KOSOVO			
KRK	IMF / Tier 2	1022	****

1 MAROC			
AL AMANA	IMF / Tier 1	491	**

2 TUNISIE			
ENDA INTER-ARABE	IMF / Tier 1	742	***

3 ÉGYPTE			
EACD	IMF / Tier 3	220	**

4 LIBAN			
F TTL	OP	157	***
NAJDEH	IMF / Tier 4	19	*

5 PALESTINE			
ACAD FINANCE	IMF / Tier 2	385	**
ASALA	IMF / Tier 2	85	**
DAMAN	Fonds de gar.	190	***

1 LAOS			
FONDS COOPERATIF	IMF / Tier 4	256	****
LAO FARMERS PRODUCTS	OP	8	*

2 VIETNAM			
ECOLINK	OP	86	****

11 TOGO			
FECECAV	IMF / Tier 3	193	****
UCMECS	IMF / Tier 3	320	****
WAGES	IMF / Tier 2	252	*

12 TANZANIE			
AKIBA	IMF / Tier 1	429	***
MUCOBA	IMF / Tier 2	145	**
MVIWAMBI	OP	65	*
RUCODIA	OP	60	****

13 OUGANDA			
ACPCU	OP	(*)	*
BIO UGANDA	OP	8	**
CENTENARY BANK	IMF / Tier 1	475	****
KATERERA	OP	35	***
OMIPA	Fin. Com. / Tier 4	4	*
RFCU	OP		**
SMF EA	Instit. de Refinancement	844	***

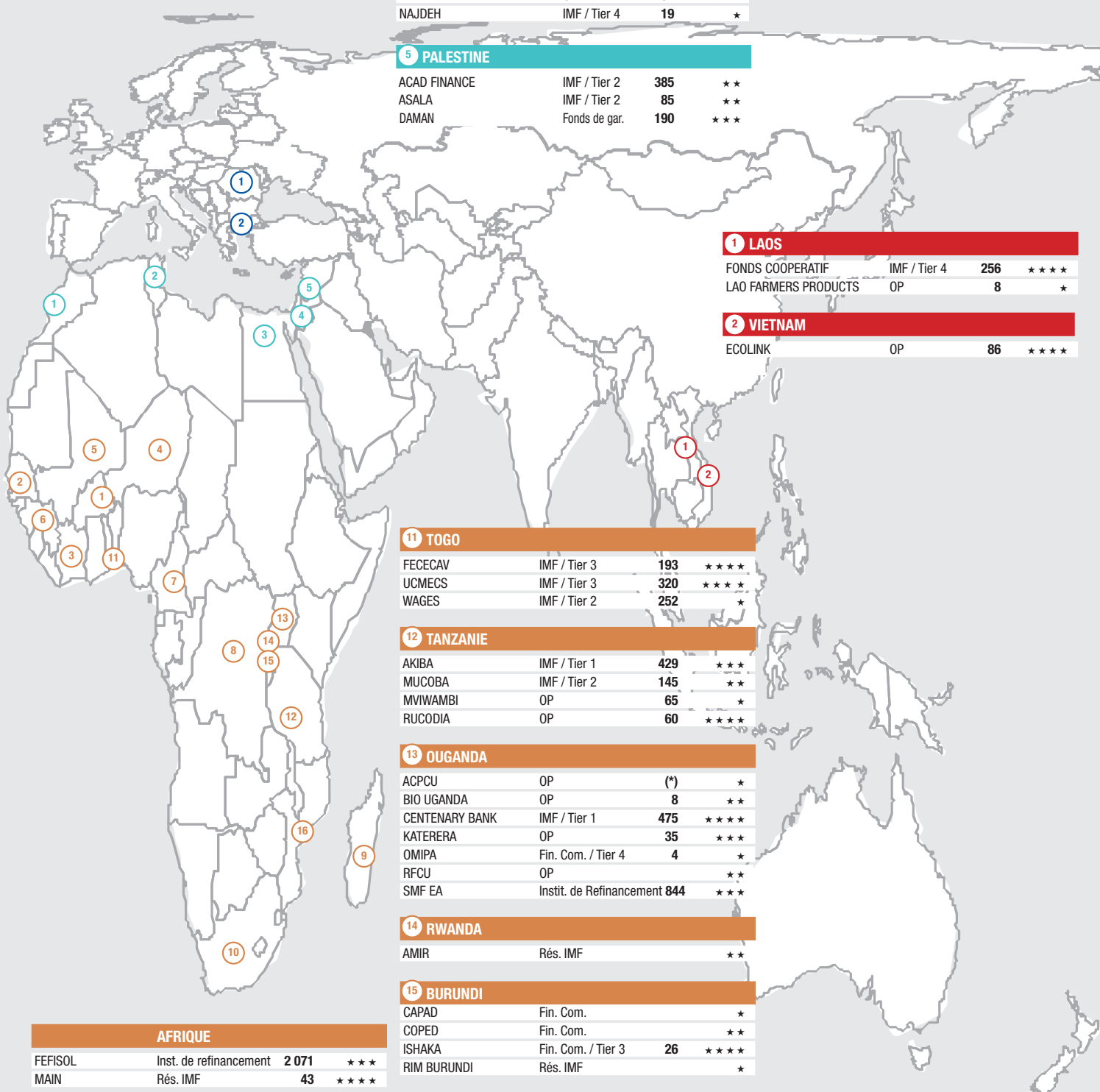
14 RWANDA			
AMIR	Rés. IMF		**

15 BURUNDI			
CAPAD	Fin. Com.		*
COPEL	Fin. Com.		**
ISHAKA	Fin. Com. / Tier 3	26	****
RIM BURUNDI	Rés. IMF		*

16 MOZAMBIQUE			
IKURU	OP	150	***
SOCREMO	IMF / Tier 2		***

AFRIQUE			
FEFISOL	Inst. de refinancement	2 071	***
MAIN	Rés. IMF	43	****

10 AFRIQUE DU SUD			
TEMBEKA	Inst. de refinancement	521	***



BILAN PAR DOMAINE D'INTERVENTION



L'ACCOMPAGNEMENT DES SERVICES FINANCIERS EN MILIEU RURAL

Afin de promouvoir l'inclusion financière, la SIDI a décidé de cibler les milieux ruraux, traditionnellement exclus des circuits financiers conventionnels, afin d'y développer un accès à des services financiers durables et adaptés. La SIDI travaille pour cela avec des Institutions de Microfinance (IMF), qui partagent sa vision et qui ont à moyen terme le potentiel nécessaire à leur croissance et leur pérennisation.

Premier domaine en termes d'investissements, l'appui aux services financiers prioritairement ruraux représentait, fin 2014, **13,2 millions d'euros soit 77% du portefeuille de la SIDI**. En 2014, 2,9 millions d'euros de nouveaux investissements, soit plus de la moitié des investissements de l'année ont été réalisés dans ce domaine. Six IMF de tier 2 ou 3 ont ainsi pu être financées, ainsi que deux IMF matures et cinq institutions de refinancement, qui permettent de refinancer les IMF tout en générant un effet de levier et en minimisant les coûts de transactions et les risques.

736 jours de travail ont été dédiés à l'accompagnement d'IMF rurales et ce au bénéfice de 46 partenaires. La SIDI cherche au travers de cet accompagnement à avoir un rôle actif dans la gouvernance des partenaires dont elle est actionnaire, afin de participer aux orientations stratégiques et de les soutenir dans la poursuite d'une croissance en phase avec leur mission sociale. **18% de ce temps d'accompagnement** a ainsi été dédié à la participation aux organes de gouvernance de 18 partenaires. La SIDI cherche par ailleurs à renforcer la viabilité économique et sociale de ses partenaires

LA STRATÉGIE ADOPTÉE PAR LA SIDI POUR LA PÉRIODE 2013-2016 LA CONDUITE À CONCENTRER SON ACTION SUR QUATRE DOMAINES COMPLÉMENTAIRES DU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES LOCALES : LA PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE, L'APPUI À L'AGRICULTURE DANS UNE PERSPECTIVE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE, LE DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE ET LE RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE SOCIALE.

FINANCEMENT DES SERVICES FINANCIERS RURAUX EN 2014

en 2014	Zone	Partenaire	Type	Montant en €
Prêt	AFRIQUE CENTRALE/EST	SMF EA	I. R.	361 428
Prêt	EQUATEUR	CAAP	I. R.	145 465
Prise de participation	EUROPE	SEFEA	I. R.	100 000
Prêt	GUATEMALA	RED FASCO	I. R.	289 873
Prise de participation	KOSOVO	KRK	Tier 2	41 076
Garantie	MALI	NYESIGISO	Tier 2	152 449
Prêt	MAROC	AL AMANA	Tier 1	491 291
Prise de participation	PALESTINE	ACAD	Tier 2	384 532
prêt	PALESTINE	ACAD	Tier 2	154 532
Prise de participation	PEROU	FORTALECER	I. R.	6 274
Prêt	RESEAU AFRIQUE	MAIN	Res IMF	143 000
Prêt	SENEGAL	SEN'FINANCES	Tier 2	100 000
Prêt	TOGO	UCMECS	Tier 3	304 898
Prêt	TOGO	WAGES	Tier 1	251 541
TOTAL				2 926 359

et leur offre ainsi une assistance technique adaptée à leurs besoins. Cette assistance a représenté **53% de l'accompagnement SIDI, au bénéfice de 30 partenaires**, principalement dans les domaines suivants : amélioration des pratiques, gestion des ressources humaines ou encore recherche de nouveaux financements et alliances.

DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES

Ce domaine a pour but de permettre aux agriculteurs d'accroître la valeur ajoutée de leurs produits de façon à leur garantir une rémunération équitable, dans une démarche respectueuse de l'environnement et valorisant les savoir-faire locaux. La SIDI vise donc à soutenir des Organisations de Producteurs (OP) ou des entreprises communautaires rurales produisant, transformant et/ou commercialisant des produits agricoles, pour le développement de chaînes de valeur plus rémunératrices et plus écologiques. Le CCFD-Terre solidaire lui a d'ailleurs accordé en 2014 un prêt d'un million d'euros destiné à renforcer le financement d'initiatives promouvant la transition écologique et sociale.

Fin 2014, ce domaine représentait 3,4 millions d'euros, soit près de 18% du portefeuille de la SIDI, et ce sont au total près de deux millions d'euros qui ont été investis dans l'année auprès de 17 partenaires. Ces investissements ont principalement pris la forme de prêts de campagne, donnant aux OP les moyens de faire face aux besoins de liquidités en début de saison, mais ont aussi permis

FINANCEMENT DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES EN 2014

en 2014	Zone	Partenaire	Type	Montant en €
Prêt	COLOMBIE	CENCOIC	OP	216 857
Prêt	EQUATEUR	COPROBICH	OP	115 776
Prêt	EQUATEUR	FONMSOEAM	OP	52 695
Prêt	HAITI	COOPCAB	OP	52 695
Prêt	HAITI	FECCANO	OP	134 714
Prêt	LIBAN	FTTL	OP	77 184
Prêt	MADAGASCAR	UCLS	OP	150 500
Prêt	MADAGASCAR	PHILEOL	OP	31 693
Prêt	MOZAMBIQUE	IKURU	OP	150 000
Prêt	NIGER	FCMN-NIYA	OP	230 623
Prêt	NIGER	MASNAT	OP	83 071
Prêt	OUGANDA	ACPCU	OP	219 363
Prêt	OUGANDA	KATERERA	OP	34 545
Prêt	PEROU	CAFEPERU	OP	234 139
Prêt	TANZANIE	MVIWAMBI	OP	65 472
Prêt	TANZANIE	RUCODIA	OP	60 284
Prêt	VIETNAM	ECOLINK	OP	86 149
TOTAL				1 995 760



LA PERFORMANCE SOCIALE DES MUSO : LE CAS DU NORD-KIVU

En 2014, la SIDI, avec l'appui du CCFD-Terre Solidaire, a réalisé une étude d'impact des Mutuelles de Solidarité (MUSO) du Nord-Kivu en RDC. Elle avait pour principal but de mesurer les effets économiques et sociaux engendrés par une MUSO sur ses membres, mais aussi sur la communauté dans laquelle la MUSO est ancrée, afin de mieux évaluer la pertinence de l'outil. Pour apprécier ces retombées, l'étude a notamment porté sur l'interview de bénéficiaires, membres de MUSO anciennes et récentes pour comparer leurs réponses respectives.

Les conclusions de cette étude montrent que la MUSO a globalement permis aux membres de progresser. C'est en tout cas l'avis de la plupart des personnes interrogées, qui considèrent la MUSO comme un facteur déterminant dans l'amélioration de leur situation, ce qui est corroboré par l'amélioration constatée au moyen d'indicateurs objectifs. Les effets sur la communauté sont plus diffus mais concourent, avec l'amélioration de la situation sécuritaire dans la région, au renforcement du lien et du capital social des villages et des quartiers (y compris pour les non-membres). En outre, la structuration des MUSO en Groupements de MUSO accentue leurs retombées positives. Dans chacune des zones étudiées, le nombre de MUSO qui se sont créées et ont participé (et continuent de participer) à un Groupement de MUSO dynamique, qui entreprend des projets collectifs, a connu une forte croissance, ce qui représente un réel potentiel de transformation sociale.

Cette étude constitue une étape importante dans le développement de la méthodologie MUSO, en RDC et ailleurs, car elle permet de mieux comprendre à qui elle profite, de quelle manière et surtout dans quelle mesure cet outil contribue à l'amélioration de la situation économique des membres (activités, revenus) et de quoi dépend la viabilité financière des mutuelles. Le fait est que les attentes des membres vis-à-vis de leur MUSO concernant l'amélioration de leur situation sont fortes, ce qui implique d'accompagner la pérennisation d'un outil qui a prouvé son utilité.

l'expansion d'unités de production (ECOLINK au Vietnam).

En 2014, **573 jours ont été consacrés** à l'accompagnement de 36 partenaires. L'essentiel de ce temps (70%), a été consacré au suivi et à l'accompagnement de ces structures. 158 jours d'assistance technique ont été réalisés auprès de 17 des partenaires de la SIDI. Dans ce domaine, cette assistance se concentre principalement sur des aspects liés à la gestion comptable et l'accompagnement stratégique.

PROMOTION DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE

Afin de pallier les limites de la microfinance, la SIDI s'est engagée dans le développement de mécanismes de finance communautaire, dont les Mutuelles de Solidarités (MUSO) sont l'un des principaux exemples. Basée sur la constitution de groupes solidaires d'épargne-crédit, la finance communautaire donne accès à des services financiers aux populations vulnérables, dans des zones où la microfinance ne peut se développer en raison de coûts de transactions ou de risques trop élevés.

La SIDI cherche à contribuer à l'amélioration des pratiques de ses partenaires, en renforçant leurs compétences en matière de suivi, de mobilisation des ressources locales ou encore de structuration de réseau. **En 2014, ce sont 191 jours qui ont été dédiés au suivi de 13 partenaires.**



FINANCEMENT DE LA FINANCE COMMUNAUTAIRE EN 2014

	Zone	Partenaire	Type	Montant en €
Garantie	MADAGASCAR	TITEM	Finance com.	178 359
TOTAL				178 359

La SIDI soutient, d'autre part, les institutions locales facilitant l'émergence, l'animation, le suivi et le refinancement de ces structures de finance communautaire. En 2014, elle a ainsi renouvelé et augmenté la garantie octroyée à TITEM auprès d'une banque locale à Madagascar pour développer son service de « Greniers Communautaires Villageois », qui donne aux petits agriculteurs accès au crédit en mettant en gage une partie de leur production, qu'ils récupèrent une fois le prêt remboursé et peuvent vendre à un meilleur prix sur les marchés locaux. Enfin, l'année 2014 a vu la réalisation d'une étude approfondie sur les MUSO dans le Nord-Kivu en RDC, qui a mis en évidence leur rôle dans la réduction de la vulnérabilité de leurs membres et le renforcement de la cohésion sociale locale (voir encadré ci-contre).

RENFORCEMENT DE LA PERFORMANCE SOCIALE

Ce domaine, plus transversal, a pour objectif de renforcer la performance sociale des partenaires, afin que leurs pratiques et leurs services soient réellement en adéquation avec leurs objectifs sociaux. Cela passe par une amélioration constante des pratiques : meilleure adaptation des produits et services aux besoins de la clientèle, un ciblage affiné des clients, des prix en conformité avec le service et le risque pris... En somme, il doit s'agir pour les partenaires non seulement de protéger leurs bénéficiaires mais également de maximiser les effets positifs pour leurs bénéficiaires finaux.

En 2014, ce domaine a représenté 433 jours, dont 181 jours d'appui aux partenaires qui ont permis de répondre aux demandes d'accompagnement de SEN'FINANCES au Sénégal et AP-SFD au Mali, ou encore de réaliser une étude approfondie sur l'impact social des MUSO



dans le Nord-Kivu en RDC. Le reste du temps a été consacré au développement de l'activité de plaidoyer (participation au groupe international de réflexion Social Performance Task Force) et a permis à la SIDI d'approfondir l'évaluation de la performance sociale de l'ensemble de ses partenaires.

BILAN SOCIAL

CONTRIBUER AU MAINTIEN DES OBJECTIFS SOCIAUX



LA SIDI PRIVILÉGIE LES PARTENARIATS AVEC DES STRUCTURES QUI AFFICHENT UNE FORTE VISION SOCIALE, POUR QUI L'OFFRE DE SERVICES FINANCIERS NE CONSTITUE PAS UNE FIN EN SOI, MAIS UN MOYEN DE CONTRIBUER AU MIEUX-ÊTRE DES POPULATIONS BÉNÉFICIAIRES. IL IMPORTE DONC DE CONTINUELLEMENT VEILLER AU MAINTIEN DE CETTE VISION, MAIS AUSSI À SON RESPECT DANS LA PRATIQUE. LA SIDI A DONC STRUCTURÉ UNE APPROCHE D'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE SOCIALE QUI VISE À APPUYER LES PARTENAIRES QUI LE SOUHAITENT DANS :

- LA DÉFINITION OU LA CLARIFICATION DE LEURS OBJECTIFS SOCIAUX ;
- LA DÉFINITION D'UN PLAN DE TRAVAIL CONFORME À CES OBJECTIFS ;
- LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE CE PLAN.

LA SIDI S'IMPLIQUE AUSSI FORTEMENT DANS L'AFFIRMATION CONTINUE DE LA DIMENSION SOCIALE AUPRÈS DES INSTITUTIONS DONT ELLE EST ACTIONNAIRE.

PARTICIPER ACTIVEMENT À LA GOUVERNANCE

Le mode de financement privilégié de la SIDI est la prise de participation, qui permet de disposer dans la gouvernance des partenaires d'un pouvoir clairement identifié, de par sa demande systématique de représentation aux instances. En 2014, sa participation active dans la gouvernance de 24 institutions a représenté 280 jours de travail, avec les objectifs suivants :

- maintenir la mission sociale et les objectifs fondateurs de l'organisation ;
- veiller à l'adéquation entre cette mission sociale et les pratiques effectives de l'institution ;
- collaborer à la définition et au suivi des priorités stratégiques, du plan de croissance et des niveaux de risque ;

- participer au bon fonctionnement du Conseil d'Administration (CA) et à la transparence des informations qui lui parviennent ;
- veiller à une bonne compréhension des relations de pouvoir et de contre-pouvoir au sein des instances de gouvernance et de direction ;
- veiller à la bonne adéquation entre les compétences des dirigeants et les besoins de la structure.

En particulier, la SIDI a poursuivi sa présence active au CA de KRK au Kosovo (dont elle a assuré la présidence jusqu'en avril), dans un contexte de crise politique, qui a engendré une vague d'émigration, et de flou juridique concernant le secteur de la microfinance. Ces deux effets conjugués ont fortement pesé sur le secteur. KRK, qui avait déjà achevé son évolution

institutionnelle, doit dans ce contexte affiner sa stratégie pour résister à la baisse actuelle du nombre de clients et trouver de nouvelles alliances locales.

La SIDI a par ailleurs fait évoluer son rôle dans la gouvernance de l'institution de refinancement SMF-EA, qui refinance des IMF au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Sud-Soudan, en participant en plus du CA au comité finances, avec un travail important pour l'élaboration du budget, ainsi qu'à la mobilisation de ressources externes (subventions pour le financement de nouveaux produits, recherche de nouveaux actionnaires, diversification des ressources).

Au Niger, la SIDI participe activement au CA et au comité d'investissement de la société de capital-risque SINERGI, qui a franchi en 2014 une étape importante de son développement avec la revente des premières participations qu'elle avait effectuées, validant ainsi (avec le fait qu'elle se rapproche de l'équilibre financier) la pertinence de son métier d'appui au développement des petites entreprises du pays.

PROMOUVOIR L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE SOCIALE

En 2014, les trois demandes d'appui faites à la SIDI sur la dimension sociale ont toutes été traitées.

En premier lieu, une étude d'impact concernant les MUSO dans le Kivu a permis d'affiner l'évaluation de la portée de cet outil (cf. encadré p 10).

Au Mali, la SIDI a finalisé l'accompagnement de l'association professionnelle qui regroupe les IMF du pays (l'AP-SFD) pour la mise en place d'un outil de pilotage et d'accompagnement de la gestion de la performance sociale pour ses membres. Ce travail a débouché sur un plan d'action commun sur trois ans visant pour la mesure de la performance sociale afin d'améliorer leurs pratiques.

Enfin, elle a réalisé deux missions d'appui à l'institution de refinancement des petites IMF rurales sénégalaises SEN'FINANCES, pour lui permettre de définir une stratégie en termes de suivi et d'amé-

BILAN SOCIAL

PARTAGER LES RISQUES

lioration de la performance sociale de ses clients. Un atelier de formation a ainsi bénéficié à 14 IMF, qui a notamment permis de réaliser un diagnostic de leur situation par l'application d'un outil d'audit de performance sociale. Suite à cet atelier, les IMF ont entamé une démarche d'élaboration de plans opérationnels d'amélioration, dont le défi pour SEN'FINANCES sera de trouver les ressources nécessaires pour les accompagner.

Par ailleurs, deux partenaires de la SIDI ont fait réaliser des études de capitalisation auxquelles la SIDI a été plus indirectement associée : la SIPEM à Madagascar a mis à jour son étude de 2007 sur la caractérisation de sa clientèle, sur la base d'un audit et d'une proposition d'actualisation du système de suivi réalisés par FIDEV, bureau d'étude local partenaire de la SIDI. D'autre part, le fonds FEFISOL a décidé de mener à bien un audit social après 30 mois d'activités, qui a mis en évidence la bonne adéquation du fonds avec la mission sociale qu'il s'est fixé (cf. pp 20 - 21).

Enfin, la SIDI a réalisé une étude approfondie concernant la campagne contre les dérives du microcrédit au Maroc, illustrée notamment par le mouvement « Nous ne rembourserons pas » de Ouarzazate, afin d'affiner sa stratégie d'intervention dans le pays et répondre aux préoccupations exprimées par la gouvernance de la SIDI. La conclusion de l'étude fait apparaître trois recommandations fortes concernant les pratiques des IMF, qui ont trait notamment à l'éducation des clients, ainsi qu'à un travail sur l'amélioration des produits et services.



EN TANT QU'INVESTISSEUR SOLIDAIRE, LA SIDI A POUR MANDAT D'APPORTER DES RESSOURCES DURABLES À SES PARTENAIRES, À DES CONDITIONS ADAPTÉES À LEURS BESOINS SPÉCIFIQUES. EN PARTICULIER, GRÂCE AU COÛT DE SA RESSOURCE (SES ACTIONNAIRES DÉCIDENT DE NE PAS ÊTRE RÉMUNÉRÉS) AINSI QU'À SA CAPACITÉ DE FOURNIR DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, LA SIDI PEUT PARTICIPER AU FINANCEMENT D'IMF ET D'OP SOCIALEMENT UTILES, AVEC DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT À MOYEN TERME, MAIS PAS ENCORE RENTABLES, OU INTERVENANT DANS DES CONTEXTES DE CRISE.

INVESTIR EN PRISES DE PARTICIPATION MINORITAIRES DANS LES INSTITUTIONS PARTENAIRES

La participation au capital des organisations partenaires, lorsqu'elle est rendue possible par le cadre légal et souhaitable au vu du profil de l'institution, est le mode d'intervention privilégié de la SIDI car elle permet de financer, durablement et à moindre coût, le développement de leurs activités tout en participant à la vie des institutions. Tant que l'institution n'a pas atteint une large autonomie financière, la SIDI cherche à maintenir une présence au capital afin d'encourager un juste partage de la valeur

ajoutée entre les clients, les salariés et les actionnaires. L'année 2014 a fait l'objet de trois décisions significatives en matière de prises de participation.

Au Kosovo, la SIDI, actionnaire fondateur de KRK, a accepté de racheter les actions de l'actionnaire sortant SEFEA pour 41 000 € afin de conserver avec ses alliés solidaires une minorité de blocage et donc de maintenir la vision de l'institution.

En Palestine, l'association ACAD est parvenue à institutionnaliser son activité de microfinance, après plusieurs années de travail, avec l'appui de la SIDI pour trouver de nouveaux investisseurs. La SIDI a contribué à cette transformation en convertissant son prêt de 230 000 € en participation et en apportant 150 000 €

PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE	2014	2013
Nombre de participations aux Conseils d'Administration	24	26
Nombre de jours dédiés	280 j	260 j

APPUI À LA PERFORMANCE SOCIALE	2014	2013
Demandes d'appui sur les dimensions sociales	3	1
Nombre de jours d'accompagnement à la performance sociale	181 j	41 j



supplémentaires afin d'entrer au capital d'ACAD Finance. La SIDI possède ainsi 10% des parts du capital de la nouvelle entité, dont l'ONG ACAD reste l'actionnaire majoritaire. Première institution de microfinance palestinienne supervisée, ACAD Finance permettra de consolider fortement l'activité de financement de proximité d'ACAD dans un contexte très difficile.

Enfin, le Comité de Gérance de la SIDI a validé l'entrée au capital dans une société de capital-risque, SINERGI Burkina, créée sur le modèle de SINERGI au Niger dont la SIDI est actionnaire depuis 2009. L'objectif de l'entreprise est de financer et d'accompagner, grâce à des parrainages locaux, des petites entreprises du milieu rural et agroalimentaire. En 2015, l'engagement de la SIDI sera de 200 millions de francs CFA (300 000 €), pour 12,5% des parts, avec un siège au Conseil d'Administration ainsi qu'au Comité d'Investissement.

PRÊTER EN MONNAIE LOCALE

Grâce à un système de garantie, le Fonds d'Incitation au Développement (FID), abondé par deux actionnaires institutionnels, et dont les revenus permettent de couvrir les risques de change, la SIDI peut prêter en monnaie locale à ses partenaires, afin de ne pas

faire peser sur eux les risques de change avec l'euro. En 2014, la SIDI a octroyé à neuf partenaires près de deux millions d'euros de prêts en monnaie locale.

En particulier, la SIDI a octroyé un prêt équivalent à 500 000 dollars, en shillings kenyans, au fonds SMF-EA. Ce prêt permet à cette institution de refinancement, qui finance des IMF au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Sud Soudan, de disposer de ressources adéquates pour renforcer son appui aux institutions kenyanes.

De même, la SIDI a octroyé des prêts en francs CFA à deux IMF togolaises : elle a prêté 250 000 € à WAGES, dans le cadre d'un partenariat tripartite avec FEFISOL, et elle a renouvelé un prêt de 300 000 € à U-CMECS, qui intervient dans le Nord du pays, encore peu desservi en services financiers.

Au Maroc, la SIDI a consenti un prêt équivalent à 500 000 €, en dirhams marocains, à son partenaire historique, AL AMANA, principale IMF du Maghreb, dans le cadre d'un cofinancement avec FEFISOL lui permettant de se refinancer de manière plus adaptée.

Enfin, la SIDI a financé cinq organisations de producteurs qui destinent leur production au marché local, et ne sont donc pas payées par des importateurs en euro ou en dollars. Outre IKURU (cf. encart), elle a ainsi notamment financé :

- une fédération de coopératives maraichères au Niger, la FCMN-NYIA,

par un crédit de campagne, ainsi qu'un prêt pour un projet pilote de production de sésame sur des parcelles irriguées ;

- une association nigériane de producteurs de pommes de terre, MASNAT, pour le préfinancement des containers de semences certifiées ;
- une entreprise communautaire de commercialisation de maïs et de haricot ougandaise, KATERERA, qui permet aux quatorze coopératives membres de stocker leur production pour les vendre à un meilleur moment ;
- une petite entreprise communautaire de production d'huile de tournesol en Tanzanie, RUCODIA, pour la campagne de production.

INVESTIR DANS DES ZONES EN CRISE

La SIDI veut maintenir son appui à des partenaires qui interviennent dans des contextes de crises politiques ou alimentaires, ou encore après des catastrophes naturelles. L'objectif est de contribuer à pérenniser une offre de services locaux, plus nécessaires du fait des difficultés économiques induites par ces situations de crise.

La SIDI a créé un partenariat financier avec un réseau de caisses mutualistes au Mali, NYESIGISO, afin de lui permettre de disposer des ressources nécessaires à la relance d'une activité de crédit durement éprouvée par la situation sécuritaire et politique. 2^{ème} réseau du pays avec ses 70 000 épargnants volontaires et 18 000 emprunteurs actifs, il a été confronté à la crise de 2012 qui a entraîné des fermetures de guichets, mais aussi une chute importante et durable de l'encours d'épargne, qui constitue la première ressource de l'institution pour les crédits. NYESIGISO avait été pressenti dès 2011 pour être financé par FEFISOL. En 2014, une fois la situation politique stabilisée, la SIDI a accepté de garantir 50% du prêt

FINANCER UNE ENTREPRISE COMMUNAUTAIRE : IKURU AU MOZAMBIQUE

de FEFISOL à NYESIGISO pour faciliter un décaissement rapide, permettant à l'institution de répondre aux demandes de financement, notamment dans la caisse rurale de Niono, pour satisfaire les besoins des groupements maraîchers. En 2014, la SIDI a aussi répondu à la crise Ebola en Guinée, par une aide exceptionnelle au Crédit Rural de Guinée (CRG), qui a permis à cette institution présente sur tout le territoire de se doter en thermomètres sans contact, et d'organiser deux tournées de sensibilisation pour les personnels de toutes les agences afin de diffuser les messages de prévention aux populations. Le CRG a été durement éprouvé, comme tout le pays, par cette crise sanitaire qui a paralysé et continue de frapper le pays.

Enfin, le fonds de garantie du risque politique en Palestine, DAMAN, a une nouvelle fois prouvé son utilité suite aux destructions consécutives à l'opération militaire israélienne à Gaza, en prenant en charge les pertes sur portefeuille d'ACAD et ASALA liées aux destructions subies par leurs clients, à hauteur de 15 000 € chacune.

DUREE DE L'ENGAGEMENT SIDI	2014	2013
Durée moyenne des partenariats en cours	7 ans	7 ans
Durée moyenne des financements en cours	5 ans	6 ans

Le Mozambique figure toujours parmi les pays les plus pauvres du monde : 52 % de ses 23,5 millions d'habitants vivent avec moins de 0,4 € par jour, malgré la forte croissance des dernières années.

L'agriculture y occupe une place importante, avec environ 20% de la population active et 25% du PIB du pays. 70% des terres cultivées sont occupées par de petites exploitations, d'une taille moyenne de deux hectares, les "machambas". Les principaux défis auxquels sont confrontés ces petits exploitants ont trait à la faible productivité agricole due à l'insuffisance des infrastructures et des services d'appui à la commercialisation, aux variétés de semences à faible rendement et aux méthodes agricoles encore très traditionnelles. Ils ont en outre peu d'alternatives en dehors de l'agriculture, ce qui les rend particulièrement vulnérables en cas de pénurie et de catastrophes naturelles.

C'est dans ce contexte qu'a été créée, en 2003, la société de commercialisation IKURU, qui améliore l'accès au marché des producteurs bénéficiaires. IKURU est une structure « hybride », dont les actionnaires sont un investisseur public mozambicain, un investisseur social européen, et 29 groupements de producteurs, qui avec environ 12% du capital et cinq représentants élus au conseil d'administration (pour 7 sièges) disposent d'un outil dont ils contrôlent pleinement l'orientation stratégique.

IKURU propose trois services complémentaires aux 20 000 membres des groupements :

- la transformation et la commercialisation de la production de noix de cajou, sésame, maïs, soja et haricots, achetée aux producteurs à un prix plancher supérieur au prix du marché, sur les marchés locaux ou à l'export.
- l'approvisionnement en intrants, ainsi que l'achat, la multiplication et la commercialisation de semences certifiées.
- l'offre de services de formation, de développement coopératif, de recherche de nouveaux produits et marchés.

IKURU est financée par FEFISOL depuis 2013 pour son activité d'export. En 2014, la SIDI a choisi elle aussi de financer l'entreprise, par un prêt de 150 000 euros destiné à financer l'achat de semences. L'objectif de la SIDI est de transformer une partie de ce prêt en participation au capital, pour consolider ses fonds propres et participer durablement au développement de cette entreprise communautaire, qui fait figure d'initiative d'économie solidaire unique dans le pays. ■

CIBLAGE DU PORTEFEUILLE 2014 (Hors fonds)	Nombre de partenaires	% portefeuille moyen 2014	2013
Prise de participation	27	37 %	40 %
Financement en monnaie locale	48	54 %	56 %
Investissement dans des zones en crise	47	33 %	28 %
Financement du monde rural (pondération de l'encours SIDI pour la microfinance + totalité de l'encours TES)	87	62 %	57 %
Financement des partenaires en consolidation (tier 3 ou tier 4)	61	49 %	46 %

BILAN SOCIAL

ACCOMPAGNER LA PROFESSIONNALISATION



LA SIDI CHERCHE À RÉPONDRE SPÉCIFIQUEMENT AUX ATTENTES DE SES PARTENAIRES, EN ADAPTANT SON OFFRE DE SERVICES ET SON VOLUME D'ACCOMPAGNEMENT À LEURS BESOINS. CELA IMPLIQUE DE PRENDRE LE TEMPS DE COMPRENDRE LES CONTEXTES LOCAUX, DE CONSTRUIRE UNE RELATION DE CONFIANCE ET DE CHERCHER À RÉPONDRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DE CHACUN AFIN DE PARTICIPER À L'AMÉLIORATION DURABLE DE LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE, INSTITUTIONNELLE ET SOCIALE DES PARTENAIRES. CET ACCOMPAGNEMENT EST RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE SALARIÉE, MAIS AUSSI PAR DES CONSULTANTS BÉNÉVOLES, QUI ONT FOURNI EN 2014 PRÈS DU QUART DES 2400 JOURS D'APPUI.

APPORTER UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

L'accompagnement personnalisé concerne le suivi rapproché, en accord avec l'équipe locale, de l'activité générale du partenaire, à la différence des missions d'assistance technique qui ont des termes de référence précis. Cette activité consiste en une veille et un dialogue régulier avec l'équipe dirigeante, permettant de l'appuyer au fil de ses besoins, dans une optique de renforcement de ses capacités. En 2014, cette thématique a représenté 152 jours de travail au bénéfice de 36 partenaires.

RENFORCER LA VIABILITÉ INSTITUTIONNELLE

L'appui à la viabilité institutionnelle doit d'abord permettre aux partenaires de se doter des statuts et de l'organisation qui conviennent à la conduite de leurs activités, mais aussi aux évolutions des cadres juridiques locaux. Il s'agit en outre d'appuyer les différents organes de décision (direction, CA...) dans l'utilisation d'outils de suivi et de pilotage, dans la définition de leurs priorités stratégiques et, enfin, de veiller à leur bonne gouvernance. Dans les deux cas, le défi est de veiller à assurer le bon fonctionnement de la structure, dans la durée et en adéquation avec toutes ses parties prenantes : membres ou actionnaires, salariés, clients... En 2014, cette activité a représenté 209 jours de travail, auprès de 30 partenaires.

La SIDI a notamment contribué aux réflexions sur l'évolution institutionnelle d'ASIENA, au Burkina Faso : l'association étudie la création d'une filiale spécifique pour accompagner la croissance continue du nombre de mutuelles de solidarités et de leurs activités.

En Palestine, la SIDI et ses partenaires ACAD et ASALA ont décidé d'institutionnaliser le fonds de garantie « DAMAN » (qui signifie « garantir / protéger »), pour le pérenniser et le doter de ressources complémentaires dans un contexte difficile où celui-ci est amené à devoir durablement couvrir une partie de leurs risques, voire à proposer ses services à d'autres IMF.

En RDC, la SIDI poursuit son travail d'appui à l'évolution stratégique de la faîtière de coopératives rurales d'épargne-crédit, COOCEC, qui a été confrontée à un changement de réglementation lui interdisant de poursuivre son activité de crédit aux membres et l'obligeant à financer sa mission d'appui technique aux coopératives membres par la facturation de ses services.

Enfin, elle a participé avec tous les partenaires de l'union de caisses du Nord Togo U-CMECS à une mission commune visant à étudier un changement juridique profond, qui passerait par une fusion des caisses et la création d'une institution

ACCOMPAGNER LA RESTRUCTURATION D'UNE IMF : FECECAV AU TOGO

unique capable de faire face aux évolutions réglementaires mais aussi de mieux assurer la péréquation entre les zones rurales, qui manquent de moyens, et les zones urbaines.

APPUYER LA PROFESSIONNALISATION

L'appui à la professionnalisation et à l'organisation interne vise globalement l'amélioration du fonctionnement interne de l'institution et des services fournis. Il s'agit d'une assistance technique sur des termes de référence spécifiques en matière de comptabilité, de gestion financière, d'utilisation de systèmes d'information, de gestion des risques, de contrôle interne et d'organisation des ressources humaines. Il s'agit aussi d'améliorer les services rendus aux bénéficiaires par l'amélioration des pratiques ou l'élaboration de nouveaux produits.

Cette activité a concerné 13 partenaires pour 264 jours de travail en 2014.

Ce travail est réalisé prioritairement en direction de partenaires en difficulté, afin de contribuer à en identifier les causes et d'accompagner leur résolution. La SIDI a ainsi fortement soutenu l'IMF togolaise FECECAV dans son plan de restructuration (cf. encadré). Elle a aussi appuyé le Conseil d'Administration de l'IMF burundaise ISHAKA dans l'élaboration d'outils de suivi afin de l'aider au pilotage de l'activité dans un contexte où les prévisions de croissance doivent être revues à la baisse du manque de ressources humaines dans sa zone d'intervention.

Enfin, la SIDI a consacré trois longues missions à l'institution CCRD, créée par des groupements de mutuelles de solidarité du Nord-Kivu, en RDC pour se doter d'un instrument de refinancement. L'objectif de la SIDI a été de réaliser un diagnostic et de réfléchir aux solutions possibles concernant la situation de déficit de l'institution. En concertation avec tous les groupes locaux, un plan d'action a été mis sur pied, qui a permis de commencer à redresser la situation, avec une nette amélioration des remboursements.

La FECECAV est un réseau mutualiste qui réunit 14 caisses d'épargne-crédit et une faîtière dont le rôle est d'appuyer, de refinancer et de contrôler les caisses. Avec plus de 33 000 épargnants volontaires (dont 23 000 ruraux) et 3000 emprunteurs actifs, FECECAV est la 4^{ème} IMF du Togo.

La SIDI est partenaire de l'institution depuis 2008, avec plusieurs prêts successifs permettant d'augmenter ses ressources, la SIDI fut d'ailleurs longtemps le seul refinanceur externe de la structure. Des missions d'appui et d'assistance technique, portant essentiellement sur l'audit interne et la gestion de l'institution de refinancement, ont également été réalisées.

En 2014, afin de pouvoir faire face durablement au déficit croissant de la structure, et en accord avec la nouvelle Présidence, la SIDI a participé à l'élaboration d'un plan de réorganisation interne permettant de mutualiser certaines charges des caisses (notamment de personnel) tout en conservant le même nombre de points de services, et de renforcer le rôle des élus dans la gestion. En parallèle, un audit du portefeuille a permis de mettre au jour des problèmes de gestion de l'octroi et du recouvrement des crédits.

La SIDI a alors proposé deux opérations prioritaires : mettre sur pied une commission de recouvrement et faire réaliser un audit externe des compétences de l'institution (financé par une subvention d'ADA Luxembourg obtenue par la SIDI). Cet audit a permis au Président de proposer un renforcement de l'équipe dirigeante, pour conduire efficacement le redressement sur la base d'un plan de ressources humaines réalisé avec la SIDI.

Enfin, la SIDI a constaté un retard dans le remboursement de son prêt, mais a accepté d'étudier son rééchelonnement afin de ne pas obérer le plan de redressement.

De par sa position de partenaire financier historique et attentif aux difficultés objectives et son engagement fort dans la fourniture d'assistance technique, la SIDI a la confiance de la Présidence, de l'équipe dirigeante et négocie avec les autres partenaires financiers pour coordonner l'appui à la structure et l'accompagner dans sa sortie de crise et son redressement durable. ■

NOMBRE DE JOURS CONSACRÉS À NOS PARTENAIRES	2014	2013
Nombre total de jours dédiés aux partenaires (y compris FEFISOL)	2415 jours	1885 jours
- Dont nombre de jours d'accompagnement	1382 jours	950 jours
- Dont nombre de jours d'accompagnement personnalisé	152 jours	200 jours
- Dont nombre de jours d'assistance technique spécifique	859 jours	476 jours

PORTEE DE L'ACCOMPAGNEMENT	2014	2013
Part des partenaires ayant bénéficié d'accompagnement	82%	67%
Part de l'accompagnement dédié aux partenaires en consolidation	60%	44%
Nombre de jours dédiés à la gouvernance hors CA	158 j	80 j

BILAN SOCIAL

DÉVELOPPER LES SOUTIENS EXTERNES



LA SIDI CHERCHE DÈS QUE CELA EST POSSIBLE À TRAVAILLER EN RÉSEAU ET EN ALLIANCES AVEC D'AUTRES ACTEURS, AFIN DE RENFORCER L'APPUI FINANCIER ET TECHNIQUE APPORTÉ À SES PARTENAIRES : EN 2014, CE TRAVAIL DE RECHERCHE D'ALLIANCES, DE SUBVENTIONS, DE COFINANCEMENTS A REPRÉSENTÉ 102 JOURS.

MOBILISER DES MOYENS FINANCIERS

En 2014, la SIDI a poursuivi sa recherche de ressources complémentaires pour les partenaires. Elle a activement participé à la recherche d'actionnaires pour l'IMF palestinienne ACAD Finance, pour un tour de table de 1,8 million d'euros supplémentaires.

La SIDI a également obtenu 345 000 € de subventions, en faveur du réseau d'IMF africaines MAIN notamment pour financer son programme de formation, mais aussi en faveur de sept institutions d'appui aux Mutuelles de Solidarité (MUSO) pour leur permettre de couvrir une partie de leurs charges d'accompagnement des groupes locaux.

GARANTIR DES PRÊTS LOCAUX AVEC UN EFFET DE LEVIER

La SIDI continue à garantir des prêts émis par des banques locales pour le bénéfice de ses partenaires, afin de générer un effet de levier financier positif (en 2014, un euro garanti par la SIDI a permis l'octroi de 1,4 € à ses partenaires)

En 2014, la garantie émise en faveur de PRORURAL en Bolivie a ainsi permis à cette institution de refinancement des Organisations de Producteurs de lever un million de dollars sur le marché local (pour une garantie SIDI initiale de 400 000 €) lui permettant de développer son activité de crédits et d'investissements participatifs.

En 2014, la SIDI a également émis deux nouvelles garanties, l'une auprès d'une banque locale pour TITEM à Madagascar pour un prêt couvert à 80%, l'autre auprès de FEFISOL pour couvrir 50% de son prêt au réseau de caisse malien NYESIGISO.

CONSTRUIRE DES ALLIANCES FINANCIÈRES

En 2014, après un dialogue institutionnel de plusieurs années, SIDI a pu négocier et obtenir l'entrée dans son capital de la principale institution de financement social italienne, Banca Etica (aussi membre de FEBEA et actionnaire de FEFISOL). Cette coopération financière a débouché sur une participation croisée et l'ouverture par Banca Etica d'une ligne de crédit à hauteur de 500 000 € dédiée au financement de nos partenaires. Au 31/12/2014, deux opérations ont été fléchées sur le financement de l'U-CMECS au Togo et sur une ligne de crédit de 100 000 \$ pour le financement de la campagne 2014-2015 de la FECCANO, organisation de cacao-culteurs Haïtiens.

COFINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

La SIDI a poursuivi avec le CCFD-Terre Solidaire son travail de définition d'une approche commune de Transition Écologique et Sociale qui vise à faire émerger des modèles de développement durables et pérennes. Ce travail de recherche-action a notamment débouché sur l'utilisation du prêt dédié du CCFD-Terre Solidaire mis à disposition de la SIDI sur cette thématique, pour le financement de dix partenaires de la SIDI, engagés dans la préservation de l'environnement. Le CCFD-Terre Solidaire et la SIDI ont défini un plan d'action pragmatique permettant de financer des initiatives concrètes qui allient activités économiques et démarches de transition écologique et sociale : 1,1 million d'euros ont été octroyés

FINANCER UNE FAÏTIÈRE : RED FASCO AU GUATEMALA

Red FASCO est un réseau, créé en 2005 au Guatemala qui travaille à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales. Il regroupe 13 associations communautaires mayas majoritairement situées sur l'Altiplano occidental, région défavorisée du pays, qui rassemblent 35 000 membres dans plus de 800 communautés. L'objectif du réseau est de permettre aux associations de mutualiser leurs moyens pour travailler au « développement intégral » des communautés, avec des formations aux cadres dirigeants et du personnel technique, de l'assistance technique visant à améliorer la performance des associations et un programme de financement des activités économiques, CORFINCO.

La SIDI est partenaire de Red FASCO depuis 2007, avec d'abord un prêt de 275 000 dollars sur sept ans, qui a permis au réseau d'entrer au capital d'une banque de financement agricole locale, la BANRURAL. Cet investissement, assorti d'un siège aux instances de la banque, a contribué à faciliter le refinancement de plusieurs associations communautaires par une meilleure compréhension et un plus grand respect mutuel (dans un contexte où les Mayas souffrent traditionnellement de discrimination économique). Cet investissement a en outre permis, par son rendement, de rembourser la SIDI dans les délais mais aussi de renforcer les fonds propres de Red FASCO, dégageant des ressources pour la mise en œuvre de ses programmes d'appui.

Par ailleurs, la SIDI appuie le réseau depuis 2008 dans le domaine de la performance sociale, dont les résultats mesurés annuellement sont désormais intégrés au processus de décision notamment pour l'adaptation des produits et services, et la prise en compte du niveau de pauvreté des bénéficiaires dans les procédures d'octroi de crédit.

A partir de 2010, la SIDI a enfin fortement appuyé le réseau dans la définition puis le démarrage de son programme de financement CORFINCO, destiné à pallier l'absence d'instruments locaux de financement pour les associations plus fragiles, mais aussi pour leurs membres et bénéficiaires. Un premier prêt de 125 000 dollars a d'abord été décaissé en 2011, et face à la demande croissante des associations communautaires, la SIDI a accepté de décaisser 400 000 dollars supplémentaires en 2014. Aujourd'hui, le programme CORFINCO est rentable, et permet de dégager un petit revenu qui contribue à augmenter les ressources de Red FASCO pour les autres programmes.

Au fil du partenariat, la SIDI, seul investisseur social auprès de Red FASCO, a su répondre de façon adaptée aux demandes d'un réseau qui veut renforcer sa viabilité institutionnelle et économique pour fournir des services durables et adaptés aux communautés, et qui pour cela a réussi à développer des ressources financières pérennes. Red FASCO est devenu un acteur reconnu du financement communautaire dans le pays, mais aussi au niveau régional.

par la SIDI à ces partenaires, dont 600 000 proviennent du prêt du CCFD-Terre Solidaire, pour soutenir :

- l'agriculture biologique, y compris la production d'intrants naturels (compostage, bio-pesticides)
- le développement de filières de semences locales, pour une meilleure souveraineté et une meilleure adaptation aux écosystèmes,
- la lutte contre la désertification (restauration de la fertilité des sols, haies, reboisement...)
- le développement de produits financiers adaptés (capital-risque, financement de la diversification...),
- la diversification de la production des petits producteurs, notamment dans des contextes de monoculture,
- la création de circuits courts entre production et consommation,
- l'utilisation d'énergies renouvelables.

L'enjeu pour le CCFD-Terre Solidaire et la SIDI, est de poursuivre en 2015 leur dialogue avec l'Agence Française pour le Développement, afin qu'elle s'associe au financement de telles initiatives.

MISE EN RELATION	2014	2013
Nombre de jours consacrés à la recherche d'alliance	102 j	42 j
Nombre de partenaires appartenant à des réseaux promus par la SIDI (MAIN et INAISE)	20	18
Nombre de jours dédiés par l'équipe aux dossiers d'engagement de FEFISOL	593 j	501 j
MOBILISATION DE SOUTIENS FINANCIERS	2014	2013
Nombre de partenaires bénéficiaires	10	7
Sommes mobilisées par la SIDI	2,6 M€	1,5 M€



EN 2011, LA SIDI ET DEUX INVESTISSEURS SOCIAUX EUROPÉENS (ALTERFIN ET ETIMOS) ONT CRÉÉ LE FONDS FEFISOL POUR LE FINANCEMENT DU MONDE RURAL AFRICAIN. CE FONDS DISPOSE AUJOURD'HUI DE 24 MILLIONS D'EUROS DE CAPITAL, APPORTÉS PAR LES MEMBRES FONDATEURS AINSI QUE 12 INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, ET DE TROIS MILLIONS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES PRÊTÉS PAR L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD). IL BÉNÉFICIE ÉGALEMENT D'UN DISPOSITIF DE COUVERTURE PARTIELLE DU RISQUE DE CHANGE DE LA PART DE L'AFD.

La SIDI conseille* et coordonne l'ensemble des activités de FEFISOL. Elle siège aussi au Conseil d'Administration et au Comité d'Investissement. Elle a, de plus, l'obligation statutaire d'apporter au fonds la moitié des dossiers de demande de financement.

En 2014, le fonds FEFISOL a mobilisé l'équipe de la SIDI à hauteur de 1157 jours :

- 514 jours ont été consacrés à la gestion du fonds, à la coordination du portefeuille et au suivi des risques,
- 57 jours à la gestion de son enveloppe d'assistance technique,
- 586 jours à l'identification et l'analyse de clients.

Fin 2014, 21 clients actifs de FEFISOL ont vu leur dossier instruit et suivi par la SIDI.

Le fonds ayant pour but de contribuer prioritairement au financement d'institutions opérant dans les zones les moins desservies d'Afrique, les objectifs suivants ont été fixés:

- Se focaliser sur l'Afrique subsaharienne

et l'Océan Indien : 75% minimum du portefeuille FEFISOL étant réservés à cette zone, les 25% restant peuvent être investis en Afrique du Nord,

- Cibler des IMF dont la mission est de fournir des services financiers aux micro-entrepreneurs, majoritairement ruraux, exclus des services bancaires,
- Cibler des Organisations de Producteurs (OP) et les PME rurales (20% du portefeuille), dont celles développant des activités à l'export notamment via les réseaux du commerce équitable et de l'agriculture biologique,
- Proposer une offre de services financiers adaptés sous forme de prêts à moyen terme (3/5 ans), dont au moins 80% en monnaie locale, et de prises de participation (objectif de 25% du portefeuille),
- Offrir une assistance technique grâce à la constitution d'une enveloppe dédiée.

Au 31 décembre 2014, FEFISOL a décaissé 24,7 millions d'euros. Son portefeuille s'élève désormais à 15,8 millions d'euros,

investis auprès de 32 IMF, 1 institution de refinancement et 17 OP, dans 23 pays d'Afrique.

Un audit social mené par le réseau d'échange sur les pratiques de la microfinance et de la performance sociale CE-RISE, réalisé en 2014, a permis de mettre en évidence l'engagement effectif de ce fonds dans sa vocation sociale en termes de ciblage, de services financiers, de prix, de qualité de la relation et de l'appui technique. L'audit a aussi constaté le réel engagement social des institutions clientes, qui ciblent essentiellement des populations pauvres, avec des services variés et font montre de transparence vis-à-vis de leurs clients. Les recommandations des auditeurs vont permettre à FEFISOL d'améliorer son positionnement et son offre de services pour le développement du monde rural africain.

FINANCEMENT

Les investissements réalisés se sont faits dans le respect des objectifs que s'est fixé le fonds. Au 31 décembre :

- 86% du portefeuille bénéficie à l'Afrique subsaharienne et l'Océan Indien,
- 58% est investi en zone rurale,
- 63% est investi dans des IMF et 34% dans des OP,
- 72% de ces investissements sont faits en monnaie locale.

ASSISTANCE TECHNIQUE

Afin de renforcer la viabilité de ses clients, FEFISOL a été doté dès sa création d'un fonds d'assistance technique de 1,2 millions d'euros, financé essentiellement par la Banque Européenne d'Investissements et le Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique (AFD/PRO-PARCO).

Cette enveloppe permet de fournir aux IMF et aux OP une assistance sur mesure qui peut prendre la forme d'audits, de formations, d'échanges de pratique avec des entités similaires ou encore de réalisation d'études dans une multitude de domaines : planification stratégique, management, gouvernance, RH...

Fin 2014, ce fonds a permis de soutenir 17 clients de FEFISOL, pour un total d'engagements de 585 000 €.

*A cet effet, SIDI dispose d'un agrément CIF (Conseiller en Investissements Financiers) et est membre du réseau professionnel ANACOFI

Engagement assistance technique au 31/12/2014



11%	Appui spécifique aux OP
17%	Finances et management
27%	Système d'information
18%	Management du risque
6%	Marchés et produits
2%	Performances sociales
4%	Gouvernances et stratégie
15%	RH et organisation

MLF : PROMOUVOIR LE MICROENTREPRENARIAT DES FEMMES AU MALAWI

MicroLoan Foundation Malawi (MLF) a été fondée en 2000, par une ONG britannique, afin d'accompagner et de financer des femmes dans la création d'activités génératrices de revenus leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille. MLF est aujourd'hui implantée dans 20 districts du territoire malawi (sur 27) et permet à 29 000 femmes d'accéder au micro-crédit en milieu rural.

MLF est devenue partenaire de FEFISOL en 2013 et a bénéficié d'un prêt en monnaie locale, équivalant à 150 000 euros, pour le financement de ses activités. En 2014, afin d'accompagner son développement et d'assurer sa pérennité, FEFISOL a répondu favorablement à une demande d'assistance technique, avec une enveloppe de 43 000 euros pour un programme destiné à permettre :

- La réduction des coûts opérationnels liés à l'activité de crédit ;
- Le développement d'une culture de l'efficacité au sein de MLF : notamment par l'accroissement de ses capacités à faire face au risque et à répondre aux exigences de la Banque Centrale du Malawi en matière de gestion du risque.

Un consultant a pour cela été recruté pour passer six mois aux côtés de MLF pour guider l'institution dans ce processus. Cette intervention a notamment permis la mise en place de nouvelles procédures en matière de management et de gestion du risque, la formation du personnel local ou encore le renforcement des processus d'audit interne. L'appropriation de ces nouvelles pratiques ainsi que la prolongation de la mission du consultant FEFISOL et son intégration au sein du conseil d'administration de MLF, devraient lui permettre d'affronter sereinement les défis du maintien d'une croissance équilibrée.

PORTEFEUILLE FEFISOL AU 31/12/2014

STRUCTURE	Pays	Qualité	Montant en K€
TEMBEKA	AFRIQUE DU SUD	IR	373
VITALFINANCE	BENIN	IMF	609
CPEC	BENIN	IMF	412
ASMAB	BENIN	IMF	381
ASIENA	BURKINA FASO	IMF	229
SGTF	BURKINA FASO	OP	0
GROUPE WAKA	BURKINA FASO	OP	122
SIATOL	BURKINA FASO	OP	107
SOFINA	CAMEROUN	IMF	121
SOPACDI	RDC	OP	74
PAIDEK	RDC	IMF	258
NAARA	GHANA	IMF	125
GRAMEEN GHANA	GHANA	IMF	165
ID GHANA FNGO	GHANA	IMF	246
SFC	GHANA	OP	150
ECOOKIM	CÔTE D'IVOIRE	OP	1 500
PAMF CI	CÔTE D'IVOIRE	IMF	396
CAYWANDA	CÔTE D'IVOIRE	OP	300
ADOK TIMO	KENYA	IMF	189
JUHUDI KILIMO	KENYA	IMF	730
JITEGEMEA	KENYA	IMF	362
MUSONI	KENYA	IMF	251
VERT LDT	KENYA	OP	250
ECLOF KENYA	KENYA	IMF	271
PAMF	MADAGASCAR	IMF	1 027
MLF MALAWI	MALAWI	IMF	127
MZCPCU	MALAWI	OP	233
NYESIGISO	MALI	IMF	305
ALAMANA	MAROC	IMF	489
ALKARAMA	MAROC	IMF	348
INMA	MAROC	IMF	199
AMSSF	MAROC	IMF	358
IKURU	MOZAMBIQUE	OP	68
FIDES BANK	NAMIBIE	IMF	608
TAANADI	NIGER	IMF	343
MOTHERLAND FARMERS	RWANDA	OP	40
UIMCEC	SENEGAL	IMF	834
GGEM	SIERRA LEON	IMF	82
SMT	SIERRA LEON	IMF	119
KPD	TANZANIE	OP	127
WAGES	TOGO	IMF	404
UCMECS	TOGO	IMF	198
BIO4EVER	TOGO	OP	192
MARLINE	TOGO	OP	350
ENDA INTER ARABE	TUNISIE	IMF	748
ACPCU	OUGANDA	OP	0
UGAFODE	OUGANDA	IMF	539
BKCU	OUGANDA	OP	0
CETZAM	ZAMBIE	IMF	133
FORESTFRUITS	ZAMBIE	OP	395
TOTAL			15 885

ÉTATS FINANCIERS

La S.A. SOFIDEEC BAKER TILLY, commissaire aux comptes, membre de la CRCC de Paris, représentée par le commissaire aux comptes Jean-Yves MACE, a certifié sans réserve les comptes annuels de la SIDI, clos au 31 décembre 2014.

ACTIF	AU 31/12/14	2013	PASSIF	AU 31/12/14	2013
ACTIF IMMOBILISÉ			CAPITAUX PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Logiciels	558	4 365	Capital	18 515 120	16 110 328
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			Réserves		
Installations, agencements	29 247	33 503	Réserve légale	1 610 000	800 000
Matériel de bureau et informatique	13 858	7 665	Autres réserves	1 425 361	543 513
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			Résultat de l'exercice	282 466	1 700 350
Participations	7 827 321	7 204 111			
Prêts	7 956 816	6 562 900			
Autres immobilisations financières	54 808	54 808			
<i>dont SEFEA : 50 000 €</i>					
Intérêts courus sur prêts	17 875	20 572			
TOTAL (I)	15 900 484	13 887 923	TOTAL (I)	21 832 946	19 154 191
ACTIF CIRCULANT			PROVISIONS		
			Provisions pour litiges	217 000	48 000
			Provisions pour risques	4 877	4 524
			Autres provisions	167 194	162 524
CRÉANCES			TOTAL (II)	389 071	215 048
Clients	109 796	78 496	DETTES		
Autres : subventions, Etat	749 745	1 129 714	Actionnaires - CCA	20 888	233 732
Débiteurs divers	141 453	52 706	Actionnaire - SIDI GESTION	10 000	10 000
<i>dont avances sur portefeuille : 111 827 €</i>			CCFD - Fonds d'Investissement Rural	1 000 000	1 000 000
			FID - Fonds de garantie	2 409 335	2 409 335
			CCA - Personnes morales	873 502	873 502
			CCA - Personnes physiques	334 736	334 736
			Emprunts	2 639 995	2 140 501
			Sous-total Dettes à long terme	7 288 456	7 001 806
			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 879	42 618
Valeurs mobilières de placement	12 617 663	9 105 436	Dettes fiscales et sociales	484 007	374 692
Disponibilités	1 872 116	4 473 966	Autres dettes	146 587	643 493
Caisse	7 661	4 288	Sous-total Dettes courantes	688 473	1 060 803
COMPTES DE RÉGULARISATION			COMPTES DE RÉGULARISATION		
Charges constatées d'avance	23 239	16 057	Produits constatés d'avance	1 228 088	1 321 263
Ecart de conversion Actif	4 877	4 524	Ecart de conversion Passif	-	-
TOTAL (II)	15 526 550	14 865 187	TOTAL (III)	9 205 017	9 383 872
TOTAL GÉNÉRAL (I à II)	31 427 034	28 753 111	TOTAL GÉNÉRAL (I à III)	31 427 034	28 753 111

INSTANCES AU 31 DÉCEMBRE 2014

COMITÉ DE GÉRANCE

Christian SCHMITZ, Président du Comité de Gérance
Geneviève GUENARD, Gérant
Xavier RICARD, Gérant

CONSEIL DE SURVEILLANCE

- Jacques DEMONSANT, Président,
- Caisse des Dépôts et Consignations, représenté par Mohamed ALI MZALI
- Congrégation des Filles de Jésus représentée par Sœur Marie-Yvonne FONTAINE
- Congrégation des Filles du Saint-Esprit, représentée par Sœur Françoise BEAUMONT
- Congrégation des Sœurs de Sainte Clotilde, représentée par Sylvie ROUSSET
- Crédit Coopératif, représenté par Laurence MORET
- Paul DERAM,
- Épargne Solidarité Développement, représentée par Bruno CHAIGNE
- Marc RAFFINOT,
- SOS Faim Luxembourg, représenté par François LEGAC
- Christian WEEGER

COMITÉ DE CONCERTATION ET D'ORIENTATION

L'article 21 des statuts de la SIDI prévoit l'existence de ce Comité composé d'actionnaires significatifs, et dont le but est de s'associer à l'élaboration du plan stratégique et de la charte éthique de la société ; de même que de veiller au respect de cette charte. Il est composé de :

- Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire, représenté par Guy AURENCHÉ et Pierre-Yves CROCHET-DAMAIS
- Congrégation des filles de Jésus de Kermaria, représentée par Sœur Marie-Yvonne FONTAINE
- Congrégation des Filles du Saint-Esprit, représentée par Sœur Françoise BEAUMONT
- Congrégation des Sœurs de Sainte Clotilde, représentée par Sœur Brigitte VERMESSE
- Congrégation des Sœurs Auxiliaires, représentée par Sœur Elisabeth OBERSON
- Congrégation des Sœurs de Marie Auxiliaire, représentée par Sœur Marie-Elise AMIEL
- Épargne Solidarité Développement, représentée par Jacques DEMONSANT et Anne-Marie BRETHON
- SIDI-Gestion SAS, représentée par Martial LESAY

COMPTE DE RÉSULTAT	2014	2013
PRODUITS D'EXPLOITATION		
CHIFFRE D'AFFAIRES		
Prestations CCFD - Terre Solidaire	1 145 771	1 164 832
Cofinancements	32 551	85 230
Cofinancements - Assis. Tech. FEFISOL	116 833	162 371
Prestations Export	8 998	9 866
Prestations FEFISOL	173 372	145 280
Autres prestations	999	1 977
Autres produits du portefeuille	40 506	24 032
Autres produits	11 226	23 744
Reprise prov. & transfert de charges	75 839	114 715
TOTAL DES PRODUITS	1 606 096	1 732 047
CHARGES D'EXPLOITATION		
Charges d'exploitation courante	658 959	595 013
Frais de personnel	1 623 607	1 473 336
Dotations aux amortissements	16 530	9 516
Dotations pour charges	28 677	23 527
Dotations sur créance	-	6 797
Subventions accordées	19 795	82 567
Prestations de service - FEFISOL	116 833	162 371
Autres charges	35 015	55 923
TOTAL DES CHARGES	2 499 416	2 409 050
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 893 320	- 677 003
PRODUITS FINANCIERS		
Revenus du portefeuille (prêts et participations)	861 308	823 257
Revenus de placement	51 409	29 241
Revenus du F.I.D.	156 378	95 081
Gains de change	351 984	11 198
Reprise de provisions	45 738	20 723
Autres produits	2 144	1 443
TOTAL DES PRODUITS	1 468 961	980 944
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations pour risques financiers - Ecart Conversion	4 877	4 524
Dotations pour risques financiers, participation		255 122
Sous-total Dot. Prov. R&C financières	4 877	259 646
Intérêts sur emprunts	44 335	5 654
Cessions actions - Valeur Mobilière Placement	13 439	31 595
Pertes de change	59 440	151 309
Autres charges	2 086	30 227
TOTAL DES CHARGES	124 176	478 431
RÉSULTAT FINANCIER	1 344 785	502 513
Produits exceptionnels	-	2 374 726
Charges exceptionnelles	169 000	499 886
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-169 000	1 874 840
Impôts sur le résultat		
RÉSULTAT NET	282 466	1 700 350

CIRCUIT DE L'ARGENT SOLIDAIRE

ICI

LÀ-BAS

Citoyens solidaires

Alliance du Nord

Partenaires du Sud

Bénéficiaires

 **Épargnants au FCP**
Faim & Développement
5 000 épargnants



 **Actionnaires**
au capital de la SIDI
1 800 investisseurs



Institutions de Microfinance et Organisations de Producteurs

 **Micro-entrepreneurs**
Agriculture
Artisanat
Commerce
Entreprise

2004 : 600 000 clients
2014 : 3 470 000 clients

- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'INVESTISSEMENT

12 rue Guy de la Brosse
75005 Paris
Tél. : 33(1) 40 46 70 00
Fax : 33(1) 46 34 81 18
info@sidi.fr

www.sidi.fr